

## CAPITAL DE RISQUE : PIERRE ANGULAIRE DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Denis Dionne

Volume 65, numéro 4, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1105173ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1105173ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dionne, D. (1998). CAPITAL DE RISQUE : PIERRE ANGULAIRE DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE. *Assurances*, 65(4), 493-499. <https://doi.org/10.7202/1105173ar>

Résumé de l'article

L'auteur identifie les principaux ingrédients du succès en haute technologie, notamment la présence de centres de recherche et d'universités, la fiscalité relative à la recherche et au développement, la qualité et le coût de la vie, la disponibilité d'une main-d'oeuvre qualifiée et, enfin, les sources de capital de risque technologique. L'auteur insiste particulièrement sur ce dernier point, où il compare l'avance actuelle du Québec sur le reste du Canada pour son offre de capital de risque.

# **CAPITAL DE RISQUE : PIERRE ANGULAIRE DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE**

**par Denis Dionne**

## **RÉSUMÉ**

L'auteur identifie les principaux ingrédients du succès en haute technologie, notamment la présence de centres de recherche et d'universités, la fiscalité relative à la recherche et au développement, la qualité et le coût de la vie, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et, enfin, les sources de capital de risque technologique. L'auteur insiste particulièrement sur ce dernier point, où il compare l'avance actuelle du Québec sur le reste du Canada pour son offre de capital de risque.

## **ABSTRACT**

*The author describes the key success ingredients in high technology, such as academic research centers, R&D fiscal incentives, quality and cost of life, qualified workmanship availability, and technology risk capital. He emphasizes that last point and compares the Quebec leading position with the rest of Canada on risk capital.*

---

### **L'auteur :**

Denis Dionne est président de Sofinov, filiale de la Caisse de dépôt et Placement du Québec.

Les données, souvent accablantes, publiées par Statistique Canada sur le chômage et la pauvreté dans la grande région métropolitaine ne disent pas tout et ne captent pas non plus un changement en profondeur qui se produit sous nos yeux. Ce changement, c'est celui du développement du puissant moteur de la nouvelle économie montréalaise et québécoise.

Heureusement, des données beaucoup plus encourageantes saisissent la portée du phénomène. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, la production des industries de haute technologie dans l'économie québécoise serait aujourd'hui deux fois plus élevée que la moyenne canadienne. Depuis 20 ans, la part occupée par la haute technologie dans l'ensemble de nos exportations québécoises serait passée de 10 à 23 %. Et, depuis sept ans, le nombre de professionnels affectés à des tâches de recherche et développement aurait triplé au Québec.

#### **Montréal comme pôle technologique : chemin parcouru et projections d'avenir**

Nous sommes tous à cette table des apôtres convaincus de l'importance capitale pour notre région de développer son pôle technologique.

Mais quels secteurs au juste dominent le pôle technologique montréalais ? Il faut certainement mentionner la biotechnologie, le pharmaceutique, les télécommunications, le logiciel, l'électronique, le multimédia, l'aéronautique et le domaine spatial. Ces différents secteurs peuvent être regroupés sous trois grands axes de développement : l'axe biomédical, l'informatique et l'aérospatiale.

Pour mesurer le chemin parcouru depuis quelques années, il est intéressant d'analyser le cas de la biotechnologie au Québec. Selon une étude récente de la firme Ernst & Young, 40 % des entreprises canadiennes de biotechnologie sont aujourd'hui situées au Québec, par rapport à 21 % seulement en 1994. En 1989, cette industrie n'existait pratiquement pas chez nous. Sept ans plus tard, le Québec occupe une position enviable et compte 89 entreprises de biotechnologie, dont une dizaine sont cotées en Bourse.

En fonction d'un critère comme le chiffre d'affaires des entreprises de biotechnologie, Montréal occupe aujourd'hui le dixième rang parmi les plus importantes régions métropolitaines en Amérique du Nord.

Toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire en conservant nos avantages fiscaux, une offre adéquate de capital de risque et les

compétences distinctives qui font notre force, le consensus des experts veut que le Québec regroupe pas moins de 200 entreprises de biotechnologie au tournant du siècle, ce qui permettrait à Montréal d'améliorer encore davantage son positionnement sur l'échiquier nord-américain.

### □ **Les ingrédients du succès en haute technologie**

Pour atteindre un objectif aussi ambitieux, il faut réunir chez nous des ingrédients du succès et j'en identifie cinq principaux.

Premièrement, la présence de centres de recherche et d'universités. Nous possédons à Montréal quatre universités et des centres de recherche de stature internationale. Puisque nous nous trouvons présentement dans une école affiliée à l'une de ces universités, profitons-en pour signaler qu'il s'effectue beaucoup de recherche de très haute qualité dans nos universités montréalaises. Nous publions abondamment dans le secteur biomédical et la médecine clinique. Par ailleurs, lentement mais sûrement, des partenariats se bâtissent entre les universités et les entreprises de haute technologie, ce qui m'apparaît très prometteur pour l'avenir.

Le deuxième ingrédient du succès est celui de la fiscalité relative à la recherche et développement. C'est un fait assez connu que réaliser de la R-D technologique coûte moins cher au Québec que n'importe où ailleurs en Amérique du Nord. Mais on ignore souvent à quel point cet avantage est marqué. Le seuil de rentabilité d'une activité de recherche et développement dans la grande entreprise serait de 10 % inférieur au Québec à ce qu'il est en Ontario et de 38 % inférieur au Québec à ce qu'il est en Californie ou au Massachusetts. Pour la recherche effectuée par les PME, les écarts sont encore plus prononcés en faveur du Québec, soit respectivement 12 % et 92 % par rapport à l'Ontario et aux États-Unis.

Troisièmement, il faut parler de la qualité et du coût de la vie à Montréal. Par rapport aux standards nord-américains, les coûts de fonctionnement des entreprises sont relativement bas au Québec, que ce soit en termes de coûts de main-d'œuvre, de loyers commerciaux, de prix des terrains industriels, de coûts d'énergie. La ville est bilingue et multiculturelle, ce qui représente un atout aux yeux des étrangers.

Mon quatrième ingrédient du succès réside dans la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée pour alimenter ces entreprises de haute technologie. Si elle est encore présente au Québec, il faut toutefois remarquer que cette main-d'œuvre de haute qualité a

tendance à se raréfier. Les compétences managériales et scientifiques sont trop peu souvent présentes en même temps, chez les mêmes individus. Nos entreprises doivent par conséquent recruter à l'extérieur de nos frontières ou encore retarder certains projets de développement, faute de trouver les compétences requises, ce qui risque de freiner notre croissance.

Et, bien sûr... le cinquième ingrédient du succès sur lequel j'aimerais m'étendre davantage est celui des sources de capital de risque technologique.

### □ **Le capital de risque au Québec**

Il est de notoriété que le Québec est en avance, je dirais même nettement en avance, sur le reste du Canada pour son offre de capital de risque.

De fait, 45 % de l'industrie canadienne du capital de risque sont concentrés au Québec. Selon les données de la firme Macdonald & Associates, l'offre totale de capital de risque per capita serait plus élevée au Québec que dans l'État de New York, en Californie et en Ontario. En fait, seul l'État du Massachusetts obtient un meilleur score per capita que le Québec. Pondérée pour tenir compte de la population, l'offre de capital de risque est de 65 % plus élevée au Québec qu'en Ontario. Le volume de transactions est également plus élevé au Québec : 251 financements ont été réalisés en 1996, soit l'équivalent de 40 % du total canadien.

L'offre québécoise de capital de risque est bien diversifiée grâce à des joueurs dominants comme la Caisse de dépôt et placement, Sofinov, Technocap, le Fonds de solidarité, etc. En réalité, si on additionne tous les fonds disponibles en capital de risque technologique, on dépasse facilement le cap des 500 millions de dollars.

Il m'apparaît opportun de comparer la situation québécoise à celle des États-Unis quant à l'utilisation du capital de risque dans chacun des deux environnements. Selon les données de Macdonald & Associates, 69 % du capital de risque serait dédié à la technologie au Québec, un bond appréciable par rapport à notre score de 56 % en 1995. Aux États-Unis, qui est en quelque sorte le berceau du capital de risque technologique, ce pourcentage atteint 85 %. Il s'agit d'un écart relativement important.

On note également qu'aux États-Unis, les *venture capitalists* possèdent souvent des doctorats dans des disciplines scientifiques, complétés par une solide expérience des affaires. Ces spécialistes

parviennent ainsi plus facilement à créer des ponts avec les campus universitaires et entretenir le dialogue avec les chercheurs.

Nous accusons un retard sur les États-Unis à ce chapitre, mais ce retard peut être comblé en faisant preuve de vision.

Je prédis d'ailleurs qu'au Québec, d'ici cinq à dix ans, nous verrons apparaître une première génération de *venture capitalists* scientifiques ayant développé des compétences en affaires et dans le domaine financier. Vous me pardonnerez l'utilisation de l'expression américaine de «*venture capitalist*», mais il n'en existe, à ma connaissance, aucune en français qui décrive avec autant de justesse le métier que nous exerçons.

Parlons maintenant des qualités exigées chez nos professionnels québécois du capital de risque technologique dans le futur. Ceux-ci devront être :

- des identificateurs et des développeurs d'alliances;
- des pourvoyeurs de compétences d'affaires. Les PME technologiques sont fondamentalement exportatrices et elles ont des besoins très pointus en commercialisation internationale;
- des bâtisseurs d'entreprises;
- des intermédiaires dans l'établissement de partenariats internationaux de type scientifique, financier et commercial;
- des intermédiaires dans la recherche de nouveaux capitaux, par exemple au moment où l'une de ces sociétés choisit de procéder à un appel public à l'épargne.

#### **Le capital de risque technologique au tournant du siècle**

Nous venons d'évoquer les qualités requises chez les artisans financiers du développement du Québec technologique. Parlons maintenant des sources de capital de risque qui sont des outils indispensables aux artisans pour bâtir des entreprises technologiques plus solides.

Au Québec, les sociétés de capital de risque doivent franchir une nouvelle étape, en amont de ce qu'elles accomplissent déjà. Cette étape consiste à fournir du capital de prédémarrage pour favoriser l'identification, l'évaluation et la commercialisation des technologies issues des milieux universitaires et des centres de recherche privés et publics.

À ce propos, Sofinov a annoncé, la semaine dernière, la création de deux sociétés de valorisation des technologies, l'une dans le secteur de l'information, l'autre dans celui de la santé, dont mon collègue Bernard Coupal vous parlera plus amplement dans quelques instants.

Pour ma part, je tiens à dire que ces sociétés auront pour objectif d'assurer le financement d'innovations technologiques à l'étape de prédémarrage d'entreprises, au moment où les idées les plus prometteuses surgissent des laboratoires de recherche des universités.

Par cette nouvelle initiative, Sofinov confirme son leadership dans le domaine du financement aux entreprises technologiques à fort potentiel de croissance et de rendement. En 1996, nous avons investi plus de 100 millions de dollars et nous projetons d'investir plus de 150 millions au Québec en 1997.

Par extrapolation et selon les tendances qui se dessinent déjà au Canada et aux États-Unis, je prédis qu'au tournant du siècle, le capital de risque sera dédié à 80 % à la haute technologie au Québec, par rapport à 69 % actuellement.

## □ Conclusion

Pour conclure, je crois qu'il faut bien saisir à quel point le développement de la technopole montréalaise aura des retombées concrètes sur le tissu économique montréalais.

Il entraînera la création d'emplois de qualité et bien rémunérés dans plusieurs secteurs de pointe de la nouvelle économie.

Il permettra d'accélérer le processus de développement des entreprises de haute technologie et les aidera à réaliser leur potentiel commercial plus rapidement.

La présence d'une masse critique d'entreprises attirera des sociétés étrangères qui viendront s'établir chez nous. À cet égard, trois exemples récents illustrent bien ce phénomène : Quintiles et Dow Corning des États-Unis et Bio-Intermediair des Pays-Bas, trois sociétés qui ont choisi de s'établir au Québec pour profiter d'effets de synergie et de la présence d'autres entreprises actives dans des secteurs connexes.

Enfin, le développement de Montréal comme pôle technologique améliorera la balance commerciale du Québec et tonifiera nos exportations.

Cela dit, un pôle technologique ne se crée pas de lui-même ou par la simple volonté de l'esprit. Son développement nécessite la contribution de différents acteurs qui travaillent ensemble à l'atteinte d'objectifs communs. Qu'il s'agisse des entrepreneurs avec le sens de l'innovation, des universités avec le sens de la recherche, des gouvernements qui adoptent une fiscalité concurrentielle, des *venture capitalists* qui comprennent de mieux en mieux la dynamique du secteur technologique.

Le capital de risque constitue une pierre angulaire de cet effort, mais ce n'est pas le seul ingrédient essentiel au succès. Nos efforts doivent être coordonnés. Il faut mobiliser la région et «réseauter» davantage la communauté des gens d'affaires technologiques. Il faut également que la communauté affirme son leadership et sache miser sur ses forces.

C'est d'ailleurs la mission que poursuit Réseau Technologique Montréal (RTM) que j'ai l'honneur de présider.

L'objectif de RTM vise à créer un environnement propice au développement d'une masse critique d'entreprises qui contribueront au pôle technologique montréalais et de ses différents créneaux. C'est le volet quantitatif de notre mission.

L'objectif de RTM est aussi de contribuer au dynamisme de ces mêmes entreprises. C'est l'aspect qualitatif de notre mission.

En dix ans, nous avons franchi des pas de géant en biotechnologie et créé de toutes pièces une industrie dynamique, créatrice de valeur ajoutée et de richesse pour tous les Québécois.

Imaginez un peu à quoi ressemblera le tissu industriel de la grande région de Montréal et du Québec si nous parvenons à répéter le même modèle de succès dans les autres secteurs de la nouvelle économie que j'ai identifiés au début de cette causerie.

C'est le défi qui nous attend et auquel nous sommes tous conviés afin de stimuler la croissance de la nouvelle économie québécoise, à moins de mille jours du nouveau millénaire.